

ELECTIONS PROFESSIONNELLES 2008 : Bilan et perspectives !



Des résultats qui confirment l'incontestable dynamique impulsée par le SNUEP-FSU Grenoble avec et aux cotés des professeurs de la voie professionnelle !

Académie de GRENOBLE - CAPA des PLP 2008 - Résultats du dépouillement du 5 décembre 2008 -

DPT	SGEN	SE UNSA	SNPCT	SNFOLC	CGT	SNETAA	SUD	SNUEP	total :
07	23	7	1	2	26	29	6	51	145
26	34	7	10	6	53	80	8	66	264
38	77	50	14	17	129	157	63	128	635
73	35	30	14	10	37	73	18	52	269
74	66	13	6	3	35	100	3	29	255
Acad 2008	235	107	45	38	280	439	98	326	1568
<i>Acad 2005</i>	<i>300</i>	<i>72</i>	<i>42</i>	<i>57</i>	<i>290</i>	<i>386</i>	<i>99</i>	<i>247</i>	<i>1493</i>
% de variation en voix 2005-2008	- 22%	+ 49%	+ 7%	- 33%	- 3%	+ 14%	- 1%	+ 32%	
% 2008	14,89%	6,78%	2,85%	2,41%	17,74%	27,82%	6,21%	20,66%	
<i>% 2005</i>	<i>20,09%</i>	<i>4,82%</i>	<i>2,81%</i>	<i>3,82%</i>	<i>19,42%</i>	<i>25,85%</i>	<i>6,63%</i>	<i>16,54%</i>	
Variation 2005 2008 en pourcentage	- 5%	+ 2%	0%	- 1%	-2%	+ 2%	0%	+ 4%	



De manière significative, les résultats des élections professionnelles 2008 à la CAPA des professeurs de lycée professionnel dans l'académie de Grenoble, attestent d'une nette progression de notre syndicat.

Le SNUEP-FSU Grenoble est passé de la 4ème place en 2005 à la deuxième aujourd'hui avec une progression en voix de 247 à 326 (+ 32 %) et avec une participation au vote en légère augmentation.

La répartition des sièges à la CAPA reste inchangée (3 titulaires SNETAA, 2 titulaires SNUEP, 2 titulaires CGT et 2 titulaires SGEN), la baisse la plus marquante étant celle du Sgen-Cfdt qui passe de 300 à 235 voix (- 22 %).

Le Snetaa arrivé premier ayant choisi la Hors Classe, nous avons 4 commissaires paritaires élu(e)s qui pourront siéger dans les Commissions Paritaires :

✚ **2 CP titulaires : JC Vincensini et D Dutertre**

✚ **2 CP suppléants : V Bret et M Favre.**

Après un léger tassement constaté en 2005, notre syndicat a repris la progression amorcée depuis sa création, autant par le nombre de ses adhérents que par le nombre de voix obtenu à ces élections.

Ce résultat a été rendu possible grâce :

✚ **au travail déterminé et efficace de nos élu(e)s commissaires paritaires** pour défendre individuellement et collectivement les intérêts des collègues dans les CAPA pendant les « dernières années,

✚ **mais aussi par la capacité de notre syndicat**, en s'inscrivant pour toutes les actions dans une dynamique unitaire au sein de la FSU :

- ✓ **à rassembler un nombre important de PLP de notre académie** dans les luttes pour défendre le service public d'éducation gravement menacé par la politique libérale du gouvernement
- ✓ **et en particulier depuis septembre 2007, à mobiliser contre la réforme de la voie professionnelle « généralisation du Bac-Pro 3ans ».**

En ne négligeant aucun de ces deux aspects de notre travail syndical, nous avons su créer une indéniable dynamique dans l'académie. Aux cotés des organisations qui n'ont pas signé le protocole de mise en

œuvre de la réforme « Darcos », **le SNUEP-FSU Grenoble fort de sa position de second syndicat de la voie professionnelle**, devra poursuivre les actions en 2009 dans l'unité la plus large possible.

Si tous les collègues PLP avaient eu connaissance des tenants et des aboutissants réels de la réforme de Xavier Darcos au moment du vote, les résultats des élections professionnelles auraient forcément été différents !

Le Snetaa qui poursuit son recul au niveau national payant ainsi son isolement syndical, reste néanmoins en tête à la CAPA des PLP de notre académie avec même une légère progression par rapport aux élections de 2005.

Malgré nos efforts pour informer les PLP des réalités présentes et à venir de la réforme de la voie professionnelles, bon nombre d'entre eux en avaient une vision partielle avant de voter le 02/12/2008.

En effet, **les décrets relatifs à la mise en œuvre de la généralisation du BAC-PRO 3ans et entérinant la suppression des sections de BEP ayant été présentés au C.S.E. du 23/10/2008**, il était très difficile d'en mesurer toutes les conséquences surtout quand comme dans notre académie, ils remettaient en cause le travail commun du Rectorat et de la Région sur le PRDF 2009 qui nous avait été communiqué en fin d'année scolaire 2007-2008.

Ajoutée à la liste ci-dessous des conséquences de la réforme, **la confirmation par les décrets ministériels de ce que nous disions depuis des mois** aurait pesé lourd dans le choix des collègues si nous avions eu dans tous les établissements le temps d'explication nécessaire :

✚ **Dévalorisation des diplômes** par la mise en œuvre concomitante de la diminution d'un an de formation pour l'obtention du Bac-Pro (niveau IV) et de la **certification** intégrée au cursus de 3 ans du Bac-Pro et à grand renfort de CCF, **du BEP** (niveau V).

✚ **Relégation des élèves** qui auraient eu besoin du maintien de la diversité des rythmes et des parcours pour réussir, **vers le CAP ou des dispositifs de formation régionaux** qui seraient mis en place dans le cadre de la réforme de la formation professionnelle.

✚ **Suppression des sections de BEP**, donc impossibilité, en faisant le choix de construire des filières uniformes pour la voie professionnelle (parcours uniques en 2ans CAP et en 3ans Bac-Pro), **de**



permettre la réussite et l'élévation des qualifications (niveaux IV et III) des élèves les plus en difficulté.

✚ Réduction du nombre de filières avec dans un avenir proche des secondes professionnelles uniques qui déboucheront sur plusieurs spécialités de Bac-Pro 3ans.

✚ Montées en charge des LDM (avec comme corolaire la mixité des publics) et de l'apprentissage !

✚ Fusion programmée des voies technologique et professionnelle dans le cadre de la réforme globale du lycée !

✚ Suppressions de postes de PLP !

✚ Augmentation des effectifs d'élèves par classe et de la charge de travail des enseignants !

✚



Modernisation et revalorisation de la voie professionnelle, nous disait-on !

En réalité, une réforme à marche forcée qui renferme les risques de profondes régressions !

Au lieu :

- ✓ d'éclairer l'ensemble des collègues PLP sur les véritables enjeux de sa réforme,
- ✓ d'associer toutes les organisations syndicales concernées en engageant une large concertation auprès des enseignants, des chefs d'établissements, des COP, des parents et des élèves
- ✓ et de réaliser une véritable revalorisation de la voie professionnelle acceptée par tous,

le ministre a préféré faire le choix de la marche forcée dès le mois d'octobre 2007, en :

- ✓ imposant par un protocole d'accord, l'acceptation de l'objectif de sa réforme (généralisation du Bac-Pro 3ans)
- ✓ en excluant tous les autres partenaires potentiels des discussions

- ✓ et en laissant de maigres espaces de négociation aux syndicats signataires du protocole !

Cette stratégie ministérielle relayée par les Rectorats et par les organisations syndicales qui avaient choisi d'accompagner Xavier Darcos, a été flagrante aux différentes étapes de la mise en œuvre de cette réforme !

Ministère, Rectorat et syndicats signataires du protocole : accompagnement, véritable collusion, tromperie et mensonges à toutes les étapes ?

Notre académie est particulièrement emblématique de ce à quoi nous avons assisté aux différentes étapes de la réforme visant à généraliser le Bac-Pro 3ans.

Les syndicats signataires du protocole de discussion, seuls participants aux quelques réunions du groupe de suivi de la mise en place de la réforme ont été amenés à en faire la promotion aux cotés des instances rectorales, qualifiant même pour l'un d'entre eux (le Snetaa) cette réforme d'historique !

Rompant l'unité syndicale qui aurait pu s'opposer efficacement à la volonté de généralisation du Bac-Pro 3ans du ministre et imposer ainsi la large consultation nécessaire à une véritable revalorisation de la voie professionnelle, ces organisations ont préféré accompagner le ministre. Elles espéraient ainsi obtenir les bonnes grâces du ministre en passant pour des syndicats modernes.

Mais ce ne sont pas les quelques miettes obtenues (primes pour certains, enseignement hypothétique en BTS,) qui suffiront à faire passer la pilule d'une des réformes les plus négatives pour l'enseignement professionnel et les jeunes de ce pays.

Consciemment ou inconsciemment et jusqu'aux derniers jours précédents le vote des élections professionnelles, les syndicats signataires du protocole ont trompé les collègues PLP et brouillé leur vision sur les objectifs réels de la réforme.

Quelques exemples pour illustrer ces propos :

- ✚ Le journal de rentrée (septembre 2008) du Snetaa National qui prenait en exemple notre académie pour affirmer que la volonté ministérielle n'était pas la généralisation du Bac-Pro 3ans en 2009, que 1800 places seraient maintenues en seconde BEP, que les PLP pourraient enseigner dans des BTS qui leur seraient réservés.....



✚ **Le Journal académique du Snetaa de novembre 2008** reprenant intégralement les affirmations chiffrées ci-dessus, qui a été envoyé à tous les PLP de l'académie de Grenoble quelques jours avant le vote du 02/12/2008 alors que les informations n'étaient plus d'actualité ! **Le ministère ayant présenté au CSE du 23/10/2008**, les décrets confirmant **la suppression des sections BEP à la rentrée 2009**, le Recteur nous avait confirmé aux CAEN (12/11) et CTPA (14/11) que la carte des formations 2009 devait être revue du fait de la suppression des BEP initialement maintenus (sauf Hôtellerie, Css et Conducteurs Routiers) et que nous aurions le résultat définitif au CTPA du 12/12.

✚ Il s'en est suivi dans la précipitation, des échanges Rectorat-Etablissements afin de rectifier les décisions (communiquées en fin d'année scolaire 2007-2008) qui résultaient du travail commun de plusieurs mois (Rectorat-Région). **Les syndicats signataires du protocole** n'ont pas été associés plus que nous à ces ultimes « bricolages », en témoigne **un courrier du Secrétaire Académique du Snetaa Grenoble demandant une réunion du groupe de suivi** quelques jours avant le vote des élections professionnelles. Demande d'ailleurs restée lettre morte vue les délais, mais qui avait comme objectif de sauver la face **au cas où des collègues souhaitant voter pour ce syndicat auraient réalisé au dernier moment qu'ils avaient été trompés !**

✚ **Concernant le Sgen-Cfdt qui contrairement au Snetaa siège au CTPA**, ses prises de position même s'il continuait à défendre la pertinence de la réforme, **sont devenues dans cette période de plus en plus prudentes**. Il limitait sa critique aux manques de moyens donnés pour assurer l'aide individualisée, le soutien aux élèves en difficulté et les modules de remédiation. Mais il devait être aussi gêné aux entournures pour **s'opposer aux suppressions de postes dans le 2° degré sans admettre que la généralisation du Bac-Pro 3ans était un des leviers pour atteindre les objectifs !**

Une revalorisation à marche forcée dont les objectifs initiaux fixés par X Darcos en Octobre 2007, ont été atteints. Ses différentes étapes posent de nombreuses questions mais nous donnent aussi des perspectives de revendications et d'actions à venir !

Ce que le SNUEP annonçait depuis octobre-novembre 2007 s'est réalisé **même si dans notre académie, on a laissé croire aux PLP et même dans une certaine mesure à la Région** que les intentions étaient d'aller vers une mise en place progressive (expérimentation) de cette réforme (peu d'implantations de Bac-Pro 3ans en 2008 et maintien – initialement - d'un nombre important de BEP en 2009).

- ✓ Avons-nous assisté à une stratégie planifiée par le ministère depuis le début ?
- ✓ Le Recteur de Grenoble a-t-il été partie prenante de cette stratégie ou a-t-il réellement essayé d'imposer au MEN, les choix faits en commun avec la région Rhône-Alpes ?
- ✓ Les syndicats signataires se sont-ils fait rouler dans la farine ? ou sans être dupes des objectifs réels de X Darcos, ont-ils été complices en espérant par leur accompagnement de la réforme, tirer des bénéfices aux élections professionnelles ?
- ✓ Quel rôle réel la région Rhône-Alpes a-t-elle joué ?

Des questions parmi d'autres et une réalité sur lesquelles nous avons largement communiqué et dont nous avons débattu avec les collègues pendant la campagne des élections professionnelles. Malheureusement la chronologie des événements expliquées plus haut, ne nous a pas permis d'éclairer à temps tous les PLP sur **les stratégies utilisées et sur les conséquences réelles de cette réforme**. Les collègues vont découvrir et prendre conscience de la réalité au fur et à mesure des décrets ministériels, des dotations horaires résultant des grilles horaires

Les effets concrets (suppressions de postes, augmentation des effectifs d'élèves par classe et des HS, alourdissement de la charge de travail) arrivant dans les établissements seront pour nous autant d'arguments **qui nourriront nos revendications et que nous pourrons utiliser dans les semaines, les mois et les années à venir pour mobiliser les collègues !**

Le 05/01/2009,
le Secrétariat Académique du SNUEP-FSU Grenoble.

